



**PRÉFET  
DE LA MANCHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Normandie**

Unité bidépartementale Calvados Manche  
477 Boulevard de la Dollée  
50000 Saint-lô

Sant-lô, le 27/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Plate-forme environnementale du Becquet**

Le Becquet  
Tourlaville  
50100 Cherbourg-En-Cotentin

Références : 2025.276  
Code AIOT : 0003901966

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/04/2025 dans l'établissement Plate-forme environnementale du Becquet implanté Le Becquet Tourlaville 50100 Cherbourg-en-Cotentin . L'inspection a été annoncée le 20/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Plate-forme environnementale du Becquet
- Le Becquet Tourlaville 50100 Cherbourg-en-Cotentin
- Code AIOT : 0003901966
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La communauté d'agglomération du Cotentin exploite, sous couvert de l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2023 portant regroupement et modification des prescriptions applicables, plusieurs installations situées sur le pôle environnemental du Becquet (commune de Cherbourg-en-Cotentin, commune déléguée de Tournai).

Les dispositions de l'arrêté préfectoral susmentionné remplacent l'intégralité des prescriptions des quatre arrêtés préfectoraux d'autorisation du 19 août 1994.

Les installations sont les suivantes :

- une déchèterie ouverte aux particuliers et aux professionnels acceptant les déchets non dangereux et dangereux ;
- une installation de compostage des déchets verts collectés sur le périmètre de la communauté d'agglomération du Cotentin ;
- sous auvent, un quai de transfert et regroupement des ordures ménagères collectées sur le périmètre de la Communauté d'agglomération du Cotentin ;
- sous bâtiment, un quai de transfert et regroupement des déchets d'emballages ménagers résiduels et de papiers/cartons.

La visite du 11 avril 2025 avait pour but de vérifier par sondage le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2023.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Rubriques ICPE de l'installation	Arrêté Préfectoral du 19/07/2023, article 1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois
3	Volumes présents dans le bâtiment de transfert des déchets d'emballages	Arrêté Préfectoral du 19/07/2023, article 6.2 et 6.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 19/07/2023, article 1.6.9	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	6 mois
6	Extincteurs et robinets d'incendie armés	Arrêté Préfectoral du 19/07/2023, article 1.6.12	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
7	Ressources en eau d'extinction	Arrêté Préfectoral du 19/07/2023, article 1.6.12	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
8	Confinement des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un sinistre	Arrêté Préfectoral du 19/07/2023, article 1.6.10.3	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
9	Plan des réseaux de collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 19/07/2023, article 2.2.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
11	Analyses des eaux rejetées vers les réseaux d'eaux pluviales et usées	Arrêté Préfectoral du 19/07/2023, article 2.2.4.9 et 2.2.4.10	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Accessibilité	Arrêté Préfectoral du 19/07/2023, article 1.6.3	Sans objet
4	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 19/07/2023, article 1.6.7	Sans objet
10	Entretien des séparateurs d'hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 19/07/2023, article 2.2.4.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plusieurs non-conformités ont été constatées, en particulier :

- le dépassement des capacités de compostage autorisées ;
- l'absence de réalisation des études relatives au risque de foudre ;
- la dernière vérification des extincteurs et des RIA réalisée il y a deux ans (mars 2023) ;
- la mise en place d'une citerne souple d'eau pour compléter les moyens d'extinction non effectuée ;
- la vanne permettant de confiner d'éventuelles eaux polluées au niveau de l'aire de lavage non mise en place.

Ces deux dispositifs devaient être mis en place au plus tard le 31 décembre 2023.

**Cette situation est de nature à générer un risque accru en cas d'incendie.** L'inspection des installations classées va proposer au préfet de la Manche de mettre en demeure la communauté

d'agglomération du Cotentin de se mettre en conformité sur ces différents points.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rubriques ICPE de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2023, article 1.2.1			
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques ICPE de l'installation			
Prescription contrôlée :			
Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé
2710.1	A	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 1. Collecte de déchets dangereux : La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 7 t	Déchèterie publique : - amiante : 5 tonnes maximum - batteries : 1 tonne maximum - huiles minérales : 1 tonne maximum - D3E : 2 tonnes maximum - Autres déchets dangereux dans local dédié : 2 tonnes soit 11 tonnes maximum au total
2710.2	E	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 2. Collecte de déchets non dangereux : Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieur ou égal à	Déchèterie publique : - cartons : 70 m <sup>3</sup> - déchets d'ameublement : 105 m <sup>3</sup> - bois B : 35 m <sup>3</sup> - encombrants : 70 m <sup>3</sup> - gravats/inertes : 24 m <sup>3</sup> - ferrailles : 35 m <sup>3</sup> - pelouse : 35 m <sup>3</sup> - autres déchets verts : 105 m <sup>3</sup> - pneumatiques : 70 m <sup>3</sup>

		a) Supérieur ou égal à 300 m <sup>3</sup>	m <sup>3</sup> - 8 bennes en débord : 280 m <sup>3</sup> soit 830 m <sup>3</sup> au total
2714	E	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m<sup>3</sup></p>	<p>- Transit pour massification de déchets d'emballages ménagers résiduels en mélange : volume maximal 1200 m<sup>3</sup>, puis 1900 m<sup>3</sup> (voir article 6.3 du présent arrêté)</p> <p>- Transit et mise en balles de cartons collectés en déchèterie : 100 m<sup>3</sup> maximum de cartons en attente de mise en balles, 60 m<sup>3</sup> maximum de balles de cartons</p>
2716	E	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature</p>	<p>Transit pour massification de déchets d'emballages ménagers résiduels</p> <p>Volume maximal : 1350 m<sup>3</sup></p>

		la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup>	
2780	D	Installations de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation. 1. Compostage de matière végétale ou déchets végétaux, d'effluents d'élevage, de matières stercoraires : c) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 3 t/j mais inférieure à 30 t/j	Compostage de déchets verts 7500 tonnes par an, soit environ 21 t/j

#### Constats :

##### Déchèterie :

L'inspecteur constate lors de la visite la présence de :

- 13 quais et bennes de déchargements (métaux, bois, encombrants, cartons, gravats, déchets verts pour un total d'environ 450 m<sup>3</sup> de déchets non dangereux) ;
- une aire située au sud de la déchèterie, en dehors de la zone accessible au public, avec environ 10 bennes pleines ou vides en attente ;
- une aire sous abri et rétention pour la collecte des huiles noires usagées (déchets dangereux) ;
- un local non autorisé au public pour recevoir les DDS (déchets diffus spécifiques) ;
- une zone dédiée à l'entreposage des déchets d'amiante liée à des matériaux inertes, clôturée et à distance des quais de la déchèterie. La quantité présente est estimée à moins de 5 tonnes ;
- des aires de taille réduite pour collecter divers déchets.

Au regard de ces constats, la déchèterie relève du régime de l'autorisation pour la rubrique 2710-1 (collecte de déchets dangereux, quantité présente supérieure à 7 tonnes) et de l'enregistrement

pour la rubrique 2710-2 (collecte de déchets non dangereux, volume présent supérieur à 300 m<sup>3</sup>) ; comme mentionné dans l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2023. Les quantités des différents déchets sont globalement respectées.

Transit et regroupement des ordures ménagères et des emballages :

Le transit et le regroupement s'effectuent sous auvent pour les ordures ménagères et dans un bâtiment pour les emballages.

Lors de la visite, les volumes des différents types de déchets présents sur ces installations ne semblent pas dépasser les volumes maximums autorisés de 1 350 m<sup>3</sup> et 1 200 m<sup>3</sup> pour les ordures ménagères et les emballages. Cependant, l'estimation des volumes est assez approximatif. Le volume maximal des balles de cartons est d'environ 60 m<sup>3</sup>.

Au regard de leurs capacités, ces installations relèvent toutes les deux du régime de l'enregistrement au titre des rubriques 2716 et 2714.

Plateforme de compostage :

D'après le registre de l'exploitant, les quantités annuelles de matières végétales reçues sur la plateforme de compostage sont de 12665 tonnes en 2023 et 12332 tonnes en 2024. Dans son dossier de porter-à-connaissance de fin 2022, l'exploitant a évalué que son installation relevait du régime de la déclaration avec un tonnage annuel entrant moyen de 7500 tonnes.

La quantité moyenne de matière traitée sur les années 2023 et 2024 est de l'ordre de 34 tonnes par jour, supérieure au seuil de 30 tonnes par jour. L'installation relève donc du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2780-1.

Conclusion :

L'inspecteur constate que les activités du site relèvent bien des rubriques et régimes de la nomenclature ICPE indiqués à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2023, à l'exception de la plateforme de compostage qui relève du régime de l'enregistrement et non de la déclaration.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de :

- limiter les matières végétales entrantes sur la plateforme de compostage afin de rester sous le seuil de 30 tonnes par jour en moyenne ;
- faire connaître sa décision de déposer ou non un dossier afin de régulariser la situation administrative (régime) de la plateforme de compostage dans un délai de 1 mois.

L'exploitant devra mettre en place des moyens (repères, marquages au sol ou au mur, etc.) permettant d'évaluer plus aisément le volume (surface au sol et hauteur) des déchets présents au sein des deux installations de transit et de regroupement (ordures ménagères et emballages).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, dépôt de dossier

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 2 : Accessibilité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/07/2023, article 1.6.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Accessibilité

**Prescription contrôlée :**

Indépendamment à l'accès principal situé à l'entrée du pôle environnemental, le site dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès réservé est situé au nord-est au niveau de la plate-forme de compostage.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

**Constats :**

Le site dispose de deux accès, l'accès principal situé à l'entrée du site (accès usagers de la déchèterie et accès des camions) et un accès situé au niveau de la plate-forme de compostage. L'inspecteur constate que le chemin permettant d'accéder à cette deuxième entrée est carrossable. Au niveau de la plate-forme de compostage, il est constaté qu'aucun élément n'entrave l'accès.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Volumes présents dans le bâtiment de transfert des déchets d'emballages**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/07/2023, article 6.2 et 6.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Volumes présents dans le bâtiment de transfert des déchets d'emballages

**Prescription contrôlée :**

Article 6.2 :

Outre l'activité de regroupement pour massification des déchets d'emballages ménagers résiduels, le bâtiment est équipé d'une presse à balles utilisée pour les déchets d'emballages cartonnés. Le volume de cartons en attente de mise en balle ne dépasse pas 100 m<sup>3</sup>, et le volume de balles de cartons ne dépasse pas 60 m<sup>3</sup>.

Le bâtiment accueille également une zone de maintenance des bacs roulant de collecte des ordures ménagères et des emballages ménagers résiduels. Le volume total de bacs présents ne dépasse pas 99 m<sup>3</sup>.

Article 6.3 :

Le volume maximal de déchets d'emballages ménagers résiduels est fixé à 1200 m<sup>3</sup>, répartis en un stock principal de 900 m<sup>3</sup> et un stock secondaire de 300 m<sup>3</sup>. Ces deux stocks sont en permanence distants de plus de 5 mètres.

Le volume maximal peut être porté à 1900 m<sup>3</sup>, par extension du stock secondaire de 300 à 1000 m<sup>3</sup>, sous les réserves suivantes :

- l'exploitant procède au démantèlement des anciens équipements de tri situés en lieu et place de

la zone d'extension ;

- l'exploitant apporte les modifications constructives nécessaires pour éviter la propagation d'un incendie par les ouvertures de cloisons libérées par le démantèlement susmentionné ;
- l'exploitant transmet dans les 6 mois à compter de la date du présent arrêté une étude de modélisation des effets thermiques en cas d'incendie dans le bâtiment (scénarios d'incendie sur le stock de déchets d'emballages, sur les stocks liés à la mise en balle de cartons, sur le stock de bacs roulants de collecte de déchets ménagers dans la zone de maintenance) qui démontre que les effets irréversibles et létaux n'affectent pas la voirie d'accès pompiers et la réserve incendie en poche souple.

#### **Constats :**

##### Volume de cartons :

Le jour de la visite, l'aire dédiée aux cartons en attente de mise en balle est vide (volume autorisé de 100 m<sup>3</sup>). Les balles de cartons sont entreposées sur une autre aire. Le volume de balles de cartons est estimé proche ou légèrement supérieur au volume maximal autorisé de 60 m<sup>3</sup>. L'inspecteur constate la présence d'un véhicule de type fourgon 20 m<sup>3</sup> stationné le long de ce stock, à moins d'un mètre. Ceci est de nature à présenter un risque accru en matière de départ d'incendie.

##### Volume de bacs roulants de collecte :

De nombreux bacs roulants (plusieurs centaines après estimation sur photos), principalement gerbés, sont présents dans une zone du bâtiment. L'inspecteur s'interroge sur le respect du volume total maximal autorisé (99 m<sup>3</sup>).

##### Volume de déchets d'emballages :

Le jour de la visite, l'aire dédiée au stock secondaire ne comporte pas de déchets. La totalité des déchets sont sur l'aire dédiée au stock principal. Le volume total présent ne semble pas dépasser les 1 200 m<sup>3</sup>. Cependant, l'estimation du volume présent dans le stock principal est assez approximatif (volume autorisé de 900 m<sup>3</sup>).

L'inspecteur constate que les anciens équipements de tri et le dépoussiéreur n'ont pas été démantelés (cf. articles 6.3 et 2.1.5.1 de l'arrêté préfectoral) . L'exploitant indique que ces opérations sont prévues en 2026-2027. L'étude de modélisation des effets thermiques en cas d'incendie n'a pas été réalisée comme prévu par l'arrêté préfectoral. Le volume maximal d'emballage ne peut donc pas être porté à 1 900 m<sup>3</sup>. Le volume maximal du stock secondaire reste à 300 m<sup>3</sup>.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant, dans un délai de 3 mois, de :

- fournir à l'inspection des installations classées le volume de bacs de collecte susceptible d'être présent à l'intérieur du bâtiment ;
- délimiter (repères, marquages au sol ou au mur, etc.) les emplacements des zones d'entreposage des cartons en attente de mise en balle, des balles de cartons, des bacs de collecte et des déchets d'emballages et fournir les justificatifs à l'inspection des installations classées (photos, etc.) ;
- fournir un plan du bâtiment indiquant les différentes zones d'entreposage et les volumes (emballages, cartons et balles de cartons, bacs de collecte, etc.) et les risques associés (incendie, émanations toxiques, etc.) tel que prévu par l'article 1.6.4 de l'arrêté préfectoral.

L'exploitant doit s'assurer que les différentes zones d'entreposage de matières combustibles soient suffisamment éloignées entre elles (et d'autres zones ou éléments pouvant présenter un risque) afin de réduire le risque de propagation au sein du bâtiment. Enfin, l'exploitant doit s'assurer qu'aucun véhicule ne stationne à proximité immédiate de ces différentes zones.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/07/2023, article 1.6.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Elles sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification.  Elles sont contrôlées périodiquement (fréquence au moins annuelle) par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II du livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du Travail. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis le rapport de la vérification périodique des installations électriques réalisée le 23 juillet 2024 par QUALICONSLUT. Ce rapport fait état de 37 non-conformités. L'exploitant a transmis une attestation de levée des 37 observations signée par SPIE. Les différentes interventions ont été réalisées par SPIE ou par l'exploitant (CAC) entre novembre 2024 et février 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/07/2023, article 1.6.9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre la foudre
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur. L'exploitant dispose :

- d'une analyse du risque foudre (ARF) réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée et définit les niveaux de protection nécessaires aux installations ;
- d'une étude technique, réalisée par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

[...] Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. [...]

#### Constats :

L'exploitant indique que le bâtiment de transit et regroupement des déchets d'emballages est protégé contre la foudre mais n'est pas en mesure de justifier de la vérification de ce dispositif par un organisme compétent. Pour mémoire, cet écart a déjà été signalé dans le rapport de la visite d'inspection du 11 juin 2020. Ceci constitue une non-conformité.

L'exploitant indique ne pas disposer de l'analyse du risque foudre et de l'étude technique tel que le prévoit l'arrêté préfectoral.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, dans un délai de 6 mois, de :

- transmettre un justificatif de la vérification complète des dispositifs de protection contre la foudre ;
- faire procéder à l'analyse du risque foudre et à l'étude technique prévues par l'article 1.6.9 de l'arrêté préfectoral et transmettre ces éléments à l'inspection des installations classées.

#### Type de suites proposées : Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

#### N° 6 : Extincteurs et robinets d'incendie armés

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/07/2023, article 1.6.12

**Thème(s) :** Risques accidentels, Extincteurs et robinets d'incendie armés

#### Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :[...]

- d'extincteurs répartis à l'intérieur des installations lorsqu'elles sont couvertes, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- de deux robinets incendie armés (RIA) situés au niveau de la déchèterie et du quai de transfert d'ordures ménagères, alimentés par le réseau AEP ;

[...] L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Les RIA sont déroulés et testés au moins une fois par trimestre par le personnel amené à les utiliser en cas de départ de feu. Les résultats de ces tests trimestriels sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. [...]

#### Constats :

L'inspecteur constate la présence d'extincteurs répartis sur l'ensemble de l'installation et a effectué quelques vérifications par sondage. La majorité des extincteurs et les deux RIA ont été vérifiés la dernière fois en mars 2023, hormis deux extincteurs présents dans le local destiné aux déchets diffus spécifiques de la déchèterie vérifiés en septembre 2024. Ceci constitue une non-conformité. Cette non-conformité a déjà été constatée sur d'autres installations exploitées par la CAC (déchèteries, stations de transit, etc.) et l'exploitant est parfaitement conscient de la situation. Ceci constitue une circonstance aggravante de cette non-conformité.

Le compte-rendu des vérifications effectuées en mars 2023 par EUROFEU sur l'ensemble des extincteurs de l'installation n'appelle pas de remarques particulières. Les extincteurs étaient alors notés en bon état et quelques remplacements avaient été effectués pendant la visite.

L'exploitant a transmis deux bons de commande datés du 7 février 2025 relatifs à la maintenance d'une partie des extincteurs du site (déchèterie et plateforme de compostage). Le bâtiment destiné au transit des emballages, où la majorité des extincteurs sont situés, ne semble pas concerné. Il est également à noter que ce bâtiment n'est pas équipé de RIA.

Lors de la visite, l'exploitant a présenté le registre de la vérification trimestrielle des deux RIA qui viennent d'être mis en place. La dernière vérification a eu lieu le 13 mars 2025. Ce constat est conforme aux prescriptions.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, dans un délai de 2 mois, de faire procéder à la vérification annuelle et à la maintenance de l'ensemble des extincteurs du site et transmettre les justificatifs à l'inspection des installations classées.

L'inspection des installations classées propose au préfet de la Manche de mettre en demeure la communauté d'agglomération du Cotentin de respecter les dispositions de l'article 1.6.12 de l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2023.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 7 : Ressources en eau d'extinction

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/07/2023, article 1.6.12

**Thème(s) :** Risques accidentels, Ressources en eau d'extinction

**Prescription contrôlée :**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : [...]

- d'un bassin d'orage valant réserve incendie de 400 m<sup>3</sup>, situé au nord-est de la plate-forme de compostage. Cette réserve est alimentée par les eaux ruisselant sur la zone ouest du pôle environnemental. En vue de faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours, le bassin est équipé d'une aire d'aspiration ;
- de deux poteaux incendie situés à l'entrée du site et sur le parking visiteurs du bâtiment administratif. D'un diamètre nominal DN100 ou DN150, ces poteaux fournissent un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et leurs prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'y alimenter. Ce débit minimal de 60 m<sup>3</sup>/h peut être assuré par prise simultanée sur les 2 poteaux incendie. La pression de chaque poteau dans ce cas de prise simultanée ne doit alors pas être inférieure à 35 m<sup>3</sup>/h.

En complément de ces moyens, l'exploitant met en place d'ici le 31 décembre 2023 une réserve de type poche incendie de 120 m<sup>3</sup> à moins de 100 m du bâtiment de regroupement des déchets d'emballages ménagers résiduels. Cette poche souple, ainsi que la zone d'aspiration associée, sont situées en dehors des zones d'effets thermiques correspondant à un flux de 3 kW/m<sup>2</sup> en cas d'incendie dans ledit bâtiment (cf. article 6.3 du présent arrêté). [...]

Le débit des deux poteaux incendie est contrôlé au moins tous les 24 mois, en fonctionnement isolé et en fonctionnement simultané. L'exploitant entreprend les travaux de modernisation au cas où le débit minimal de 60 m<sup>3</sup>/h ne serait plus atteint.

#### **Constats :**

##### 1° Bassin d'orage :

L'inspecteur constate que le bassin d'orage valant réserve de 400 m<sup>3</sup> d'eau, situé proche de la plateforme de compostage, est équipé d'un dispositif d'aspiration. Si le volume en eau semble largement atteint le jour de la visite au regard de ses dimensions, l'inspecteur s'interroge sur le volume disponible en période sèche. L'exploitant indique que le bassin est toujours en eau. La cartographie du SDIS indique que ce point d'eau dispose d'un volume de 120 m<sup>3</sup>.

Il est à noter que ce bassin d'orage sert de ressource en eau d'extinction et de bassin de confinement des eaux incendie. Ce constat interroge l'utilisation d'eau potentiellement souillée comme moyen d'extinction (risque de colmatage des pompes).

##### 2° Poteaux incendie :

L'exploitant indique que le test de débit en fonctionnement simultané des deux poteaux a eu lieu en février 2025. Les débits requis (60 m<sup>3</sup>/h au total et 35 m<sup>3</sup>/h minimum par poteau) ne sont pas obtenus. Ces résultats constituent une première non-conformité. L'arrêté préfectoral prévoit dans ce cas que l'exploitant doit entreprendre des travaux de modernisation.

##### 3° Citerne souple :

L'inspecteur constate que l'exploitant n'a pas mis en place la citerne souple de 120 m<sup>3</sup> d'eau à moins de 100 m du bâtiment de transit et regroupement des déchets d'emballage. L'arrêté prévoyait une mise en place avant le 31 décembre 2023. Ceci constitue une deuxième non-conformité.

L'exploitant indique également ne pas avoir réalisé l'étude de modélisation des effets thermiques en cas d'incendie dans le bâtiment afin de déterminer l'emplacement de cette citerne souple. Ceci constitue une troisième non-conformité.

#### 4° Remarques :

Pour mémoire, l'inspection des installations classées avait déjà évoqué le sujet de la ressource en eau lors des précédentes visites. L'exploitant a communiqué à l'inspection des installations classées en juillet 2023 le bilan de la visite du SDIS du mois de juin. Le SDIS évoquait le projet d'implantation d'une citerne souple et attirait l'attention de l'exploitant sur le débit simultané des deux poteaux et demandait de procéder au contrôle technique du point d'eau 801 (bassin d'orage).

Il est également à noter que l'exploitant a fait réaliser un audit sécurité incendie par CETAB en 2022. Cet audit évoque la mise en place de moyens de détection incendie, d'un système de désenfumage et d'une citerne souple.

#### 5° Conclusion :

L'exploitant doit rapidement reprendre la situation en main concernant les éléments décrits ci-dessus.

L'inspection des installations classées recommande à l'exploitant de reprendre attache auprès du SDIS. Il doit procéder à un calcul du volume d'eau nécessaire en lien avec les différents flux de déchets présents, en particulier dans le bâtiment (méthodologie D9). Un état des lieux de la ressource en eau actuellement utilisable doit être effectué afin de dimensionner la citerne souple. La modélisation des effets thermiques doit également être effectuée. L'exploitant indique lors de la visite que cela est prévu début 2026. L'inspecteur souligne que les non-conformités perdurent depuis 1 an et demi.

L'exploitant devra également envisager la mise en place des moyens de détection et de désenfumage recommandés dans le cadre de l'audit sécurité incendie.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant, dans un délai de 6 mois, de :

- transmettre le rapport de contrôle de débit simultané des poteaux incendie et le contrôle technique du point d'eau 801 avec son volume utilisable (bassin d'orage) ;
- calculer la ressource en eau nécessaire pour l'ensemble du site ;
- mettre en œuvre les actions correctives (citerne couple, travaux de modernisation, etc.) afin de disposer de cette ressource ;
- réaliser une étude de modélisation des effets thermiques en cas d'incendie dans le bâtiment afin de déterminer l'emplacement de la citerne souple ;

L'exploitant mettra en place un moyen (échelle limnimétrique, etc.) permettant de s'assurer de la présence d'un volume d'eau suffisant dans le bassin d'orage, si ce bassin est maintenu comme ressource en eau (point d'eau 801).

L'inspection des installations classées propose au préfet de la Manche de mettre en demeure la communauté d'agglomération du Cotentin de respecter les dispositions de l'article 1.6.12 de l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2023.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 8 : Confinement des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un sinistre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/07/2023, article 1.6.10.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un sinistre
<b>Prescription contrôlée :</b>  VI. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée (absence eu égard aux valeurs limites de rejet fixées à l'article 2.2.4.9 du présent arrêté), elles peuvent être évacuées vers le milieu récepteur habituel. Pour assurer cet objectif de confinement, l'exploitant prend d'ici au plus tard le 31 décembre 2023 les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- pour les eaux d'extinction ruisselant sur les zones déchèterie et quai de transfert d'ordures ménagères : mise en place d'une vanne de confinement en amont du débourbeur déshuileur, permettant le confinement des eaux de ces deux zones dans le bassin enterré sous voirie offrant une capacité de 120 m<sup>3</sup> ;</li><li>- pour les eaux d'extinction ruisselant sur la zone centrale (quai de transfert EMR) : mise en place d'une vanne de confinement au niveau de la canalisation de surverse gravitaire vers le réseau public d'eaux pluviales, afin de garantir la possibilité de confinement d'eaux polluées en toutes circonstances.</li><li>- pour les eaux ruisselant sur l'aire de lavage : mise en place d'une vanne de confinement en amont du point de rejet au réseau public d'eaux pluviales et en aval du séparateur d'hydrocarbures.</li></ul> En cas d'incendie sur la zone de compostage, les eaux d'extinction sont collectées et confinées dans les ouvrages de pré-traitement. Le rejet par pompage vers le réseau public d'eaux usées est alors interdit jusqu'à vérification par analyse du respect des valeurs limites de rejet.
<b>Constats :</b>  <u>1° Déchèterie et quai de transfert des ordures ménagères :</u> L'inspecteur constate la mise en place d'une vanne d'isolement située entre le bassin enterré sous voirie permettant le confinement des eaux et le point de rejet des eaux (réseau d'eaux usées). L'exploitant a été en mesure de montrer le fonctionnement de la vanne et de la fermer. Le sens d'ouverture / fermeture n'est pas indiqué. La vanne est située en dehors des limites du site. La clé permettant de l'actionner est située à l'accueil (environ 150 mètres).  <u>2° Bâtiment de transit et regroupement des emballages :</u> L'inspecteur constate la mise en place d'une vanne d'isolement au niveau de la canalisation de sortie du bassin d'orage, avant rejet au réseau d'eaux pluviales. Le confinement des eaux s'effectue au sein de ce bassin. La clé permettant d'actionner la vanne n'est pas située à proximité.  <u>3° Aire de lavage :</u> L'exploitant indique que la vanne prévue entre le séparateur d'hydrocarbures et le point de rejet au réseau d'eaux pluviales n'est pas encore installée. <u>Ceci constitue une non-conformité.</u>

L'exploitant indique que ces travaux auront lieu dans l'année. En cas d'incendie dans le bâtiment de regroupement des emballages situé en contre-haut, il n'est pas à exclure que des eaux d'extinction pourraient ruisseler vers cette partie de l'installation.

**4° Plateforme de compostage :**

Le rejet des eaux transitant par la plateforme de compostage s'effectue par pompage depuis un bassin dédié. L'arrêt de ce pompage vers le réseau public d'eaux usées permet le confinement des eaux.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant :

- d'afficher les consignes de manipulation des dispositifs d'obturation (sens de fermeture / ouverture, etc.) dans un délai de 2 mois ;
- de mettre en place un dispositif permettant le confinement des eaux ruisselant sur l'aire de lavage avant rejet au réseau public d'eaux pluviales dans un délai de 6 mois.

L'inspection des installations classées va proposer au préfet de la Manche de mettre en demeure la communauté d'agglomération du Cotentin de mettre en place ce dispositif de confinement.

L'exploitant devra s'assurer que le personnel du site est formé à la manipulation de ces vannes et a connaissance de l'emplacement des clés associées. Il devra également s'assurer que le volume d'eau pouvant être confiné sur le site est suffisant au regard de la ressource en eau d'extinction qu'il aura calculée (cf. point de contrôle n° 7).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 9 : Plan des réseaux de collecte des effluents**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/07/2023, article 2.2.3.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Plan des réseaux de collecte des effluents

**Prescription contrôlée :**

Un plan de tous les réseaux (alimentation en eau, des eaux pluviales susceptibles ou non d'être polluées, des eaux usées et des eaux de procédé, etc.) et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;

<ul style="list-style-type: none"> <li>• les ouvrages de toutes sortes (bassins enterrés, vannes manuelles et automatiques, compteurs, points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, etc.) ;</li> <li>• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis un plan des réseaux de collecte des eaux pluviales et des eaux usées daté de 2022. L'inspecteur constate qu'il est incomplet, notamment au niveau de l'aire de lavage et de la plateforme de compostage.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant, dans un délai de 6 mois, de transmettre un plan des réseaux de collecte des eaux usées, des eaux pluviales (toiture, ruissellement) et des effluents de la plateforme de compostage à jour.</p> <p>Ce plan doit notamment faire apparaître les différents ouvrages (bassins, bassin enterré, vannes d'obturation, points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, séparateurs d'hydrocarbures, etc.) ainsi que les 4 points de rejet définis à l'article 2.2.4.5 de l'arrêté préfectoral.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant vérifiera l'exutoire des 4 points de rejets (réseau public de collecte des eaux pluviales ou station d'épuration du Becquet).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

#### N° 10 : Entretien des séparateur d'hydrocarbures

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/07/2023, article 2.2.4.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien des séparateur d'hydrocarbures</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux pluviales ruisselant sur la zone déchèterie et le quai de transfert des ordures ménagères sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un dispositif débourbeur déshuileur avant leur rejet dans le réseau public d'eaux usées. Ce dispositif est conforme aux normes en vigueur. Il est nettoyé par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. Les éléments permettant de justifier de ces opérations de nettoyage sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les eaux ruisselant sur la zone centrale, correspondant à l'activité de regroupement des déchets d'emballages ménagers résiduels, sont collectées par un réseau dédié et rejetées au bassin d'orage de 400 m<sup>3</sup> situé au nord-est du site. Après décantation dans ce bassin, elles sont rejetées par déversement gravitaire dans le réseau public d'eaux pluviales.</p>

Les jus végétaux et autres eaux ruisselant sur la plate-forme de compostage sont collectés dans un décanteur puis dans une fosse couverte de 80 m<sup>3</sup> puis dans un bassin externe de 200 m<sup>3</sup>. Elles sont ensuite rejetées au réseau public d'eaux usées à un débit maximal de 15 m<sup>3</sup>/h. Le bassin externe est équipé d'une sonde de niveau permettant d'alerter l'exploitant en cas de remplissage. Les matières issues de l'entretien du bac décanteur peuvent être réintroduites en tête du processus de compostage, sous réserve d'assurer la traçabilité des dates et volumes de matières concernées.

#### Constats :

L'exploitant a transmis le rapport d'intervention de SARP daté du 14 novembre 2024 de l'entretien du séparateur d'hydrocarbures de la déchèterie.

L'exploitant indique qu'il ne dispose pas de justificatif de l'entretien du séparateur d'hydrocarbures situé sur l'aire de lavage car celui-ci vient d'être installé.

L'arrêté préfectoral indique que les eaux ruisselant sur la zone centrale (quai de transfert des emballages) sont rejetées au réseau public de collecte des eaux pluviales après décantation dans le bassin d'orage. L'exploitant devra évaluer si un dispositif de traitement de ces eaux avant rejet est nécessaire.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 11 : Analyses des eaux rejetées vers les réseaux d'eaux pluviales et usées

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/07/2023, article 2.2.4.9 et 2.2.4.10

**Thème(s) :** Risques chroniques, Analyses des eaux rejetées vers les réseaux d'eaux pluviales et usées

#### Prescription contrôlée :

##### Article 2.2.4.9 : Eaux rejetées vers le réseau public d'eaux pluviales

Les eaux rejetées dans le réseau public de collecte des eaux pluviales respectent les valeurs limites suivantes :

- matières en suspension : 35 mg/l ;
- DCO : 125 mg/l ;
- DBO<sub>5</sub> : 25 mg/l
- azote global (exprimé en N) : 10 mg/l ;
- phosphore (exprimé en P) : 1 mg/l ;
- AOX : 1 mg/l ;
- hydrocarbures totaux : 5 mg/l ;
- métaux totaux ( Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al) : 5 mg/l.

Ces concentrations maximales correspondent aux moyennes journalières. En prélèvements instantanés, aucune valeur ne dépasse pas le double des valeurs limites.

##### Article 2.2.4.10 : Eaux rejetées vers la station d'épuration du Becquet

Les eaux rejetées vers la station d'épuration du Becquet respectent les valeurs limites suivantes (en prélèvements instantanés) :

- matières en suspension : 600 mg/l ;
- DCO : 2 000 mg/l ;
- DBO<sub>5</sub> : 800 mg/l

<ul style="list-style-type: none"> <li>- indice phénols : 0,3 mg/l ;</li> <li>- azote global (exprimé en N) : 150 mg/l ;</li> <li>- phosphore (exprimé en P) : 10 mg/l ;</li> <li>- cyanures totaux : 0,1 mg/l ;</li> <li>- AOX : 5 mg/l ;</li> <li>- arsenic : 0,1 mg/l ;</li> <li>- hydrocarbures totaux : 5 mg/l ;</li> <li>- métaux totaux ( Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al) : 12 mg/l.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les dernières analyses effectuées par EUROFINs ont eu lieu en décembre 2021 et janvier 2022 sur 3 points de rejets, vers le réseau d'eaux pluviales et le réseau d'eaux usées. Un point de rejet sur les 4, n'a donc pas fait l'objet d'un contrôle.</p> <p>Dans son dossier de porter-à-connaissance de décembre 2022, l'exploitant a annexé l'arrêté du 15 juillet 2022 du gestionnaire des réseaux d'eaux (communauté d'agglomération du Cotentin) autorisant les rejets des installations vers les eaux pluviales et les eaux usées. Cette autorisation prévoit deux analyses par an pour les rejets au réseau des eaux usées (article 8.1) et une analyse par an pour les rejets au réseau des eaux pluviales (article 8.2). Les paramètres à suivre sont repris dans l'arrêté préfectoral.</p> <p>La fréquence des analyses n'est donc pas respectée. L'exploitant indique lors de l'inspection qu'une commande est en cours.</p> <p>Enfin, l'inspecteur constate que le plan des points de rejets et points de prélèvements transmis par l'exploitant ne correspond pas aux points définis à l'article 2.2.4.5 de l'arrêté préfectoral. Le nombre et la numérotation sont différents.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant, dans un délai de 6 mois, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- mettre à jour le plan des points de rejets / prélèvements, en respectant la numérotation de l'arrêté préfectoral (cf. point de contrôle n° 9) ;</li> <li>- transmettre les résultats des analyses effectuées sur les 4 points de rejets.</li> </ul> <p>Afin d'éviter toute confusion entre les rejets au réseau d'eaux pluviales et au réseau d'eaux usées, l'exploitant s'assurera de la bonne numérotation des points de rejets dans les rapports d'analyses.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>